

## 11.2 Croissance - Productivité

L'activité économique française est atone en 2012. La France n'est, en effet, pas épargnée par la forte dégradation de la conjoncture économique qui affecte la zone euro. Le **produit intérieur brut (PIB)** stagne, après avoir crû de 2,0 % en 2011. Les moteurs internes de la croissance calent : la consommation des ménages diminue et l'investissement recule. En revanche, l'accélération des dépenses de consommation des administrations publiques, imputable à des livraisons de matériel militaire plus importantes que l'année précédente, soutient la demande intérieure. Au total, la **contribution à la croissance du PIB** de la demande intérieure finale hors stocks s'élève à - 0,1 point, après + 1,0 point en 2011.

En 2012, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie diminue. Ce repli tient principalement au recul de l'investissement des entreprises non financières (- 2,1 % en volume après + 3,1 % en 2011). Ces dernières réduisent leur investissement en produits manufacturés et tout particulièrement leurs investissements en construction et en matériels de transport. À l'inverse, leur investissement en services marchands poursuit sa progression. Les ménages diminuent leurs investissements, notamment en services liés au marché immobilier. Il en est de même des **administrations publiques** dont les investissements cessent de croître en 2012, surtout en bâtiment et travaux publics.

La situation financière des **sociétés non financières (SNF)** continue de se dégrader en

2012 : leur **valeur ajoutée** s'inscrit en fort ralentissement et leur **excédent brut d'exploitation (EBE)** se contracte. Le taux de marge des SNF perd donc 0,8 point par rapport à 2011 pour s'établir à 28,4 %. Leur taux d'autofinancement baisse en outre fortement car l'épargne des SNF baisse davantage que leurs investissements.

Le ralentissement de l'activité en 2012 est patent dans la plupart des **branches d'activité** marchandes. Néanmoins, les dynamiques sectorielles diffèrent. L'activité se replie dans l'industrie manufacturière spécialement dans la branche cokéfaction et raffinage. La branche des matériels de transport contribue également à ce repli, en raison notamment de la production automobile qui chute fortement en 2012. À l'inverse, la production d'énergie-eau-déchets renoue avec la croissance. Au total, la production industrielle baisse de 2,2 %, après + 2,0 % en 2011. Dans une moindre mesure, l'activité dans la construction recule elle aussi. Enfin, la production des services marchands marque le pas. La baisse d'activité concerne principalement les services d'hébergement-restauration, de transports et les services financiers.

Le ralentissement de l'activité se transmet à l'emploi salarié qui baisse de 0,2 % en moyenne annuelle en 2012. L'emploi total est toutefois stable car l'emploi non salarié demeure dynamique. Les gains de **productivité apparente du travail** se replient ainsi à + 0,2 %, après + 1,4 % en 2011. ■

### Définitions

**Produit intérieur brut (PIB)** : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; enfin, la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels.

**Administrations publiques, branches d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières (SNF), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.
- « Les comptes de la Nation en 2012 – le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.
- « Le PIB de la zone euro en baisse de 0,6 % et celui de l'UE27 en baisse de 0,5 % », *communiqué de presse* n° 24, Eurostat, février 2013.

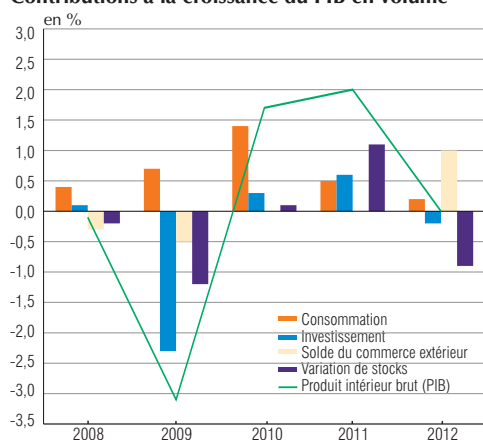
Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Contributions à la croissance du PIB en volume en %

	10/09 (r)	11/10 (r)	12/11 (p)
Dépenses de consommation finale	1,4	0,5	0,2
Ménages	0,8	0,3	-0,2
Administrations publiques	0,4	0,1	0,4
ISBLSM	0,1	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	0,3	0,6	-0,2
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,6	0,3	-0,2
Sociétés et entreprises indiv. financières	-0,1	0,1	0,0
Administrations publiques	-0,3	0,0	0,0
Ménages hors entrepreneurs individuels	0,0	0,1	0,0
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde extérieur des biens et services	0,0	0,0	1,0
Exportations	2,2	1,4	0,6
Importations	-2,2	-1,4	0,3
Acquisitions nettes de cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Variation de stocks	0,1	1,1	-0,8
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Partage de la valeur ajoutée à prix courants en %

	1990	2000	2010 (r)	2012
Rémunération des salariés	57,7	58,1	59,3	59,6
Salaires et traitements bruts	41,8	42,6	43,7	43,6
Cot. soc. à charge des employeurs	15,9	15,5	15,6	16,0
Impôts sur la production	3,8	4,7	4,7	5,0
Subventions d'exploitation	-1,1	-1,0	-1,5	-1,3
Excédent brut d'exploitation	30,0	30,4	30,7	29,9
Revenu mixte brut	9,6	7,8	6,8	6,8
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>924,0</b>	<b>1 289,1</b>	<b>1 741,0</b>	<b>1 820,9</b>

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

évolution par rapport à l'année précédente en %

	09/08	10/09 (r)	11/10 (r)	12/11 (p)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>9,7</b>	<b>-6,9</b>	<b>11,6</b>	<b>-3,5</b>
<b>Ind. manufacturière, ind. extractives et autres</b>	<b>-1,2</b>	<b>6,0</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,5</b>
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-12,9	1,8	-2,8	1,2
Fabr. de denrées alim., de boissons et de produits à base de tabac	3,7	-3,0	3,5	4,0
Cokéfaction et raffinage	-25,1	57,4	0,1	-39,2
Fabr. de machines et d'équip. électriques <sup>1</sup>	-6,7	11,0	3,1	1,4
Fabrication de matériels de transport	-13,8	23,3	0,0	-6,2
Fabrication d'autres produits industriels	3,4	5,9	2,6	-1,8
<b>Construction</b>	<b>-4,4</b>	<b>-4,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>-0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>
Commerce, transports, héb. et restauration	-3,6	2,3	1,7	0,2
Information et communication	-1,8	2,7	0,9	0,3
Activités financières et d'assurance	3,2	-2,1	6,5	-2,0
Activités immobilières	9,4	1,4	-1,5	1,3
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	-2,5	1,2	1,4	1,0
Autres services	0,5	0,2	0,1	-0,2
<b>Services principalement non marchands<sup>2</sup></b>	<b>1,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,3</b>
<b>Ensemble</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,4</b>

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

évolution par rapport à l'année précédente en %

Pays	10/09 (r)	11/10 (r)	12/11	Pays	10/09 (r)	11/10 (r)	12/11
Allemagne	4,2	3,0	0,7	Luxembourg	2,9	1,7	0,3
Autriche	2,1	2,7	0,8	Malte	3,2	1,8	1,0
Belgique	2,4	1,8	-0,3	Pays-Bas	1,6	1,0	-1,0
Bulgarie	0,4	1,8	0,8	Pologne	3,9	4,5	1,9
Chypre	1,3	0,5	-2,4	Portugal	1,9	-1,6	-3,2
Croatie (p)	-2,3	0,0	-2,0	République tchèque	2,5	1,9	-1,3
Danemark	1,6	1,1	-0,5	Roumanie	-1,1	2,2	0,7
Espagne	-0,3	0,4	-1,4	Royaume-Uni	1,7	1,1	0,2
Estonie	3,3	8,3	3,2	Slovaquie	4,4	3,2	2,0
Finlande	3,3	2,8	-0,2	Slovénie	1,2	0,6	-2,3
<b>France</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	Suède	6,6	3,7	0,7
Grèce (p)	-4,9	-7,1	-6,4	<b>UE</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,3</b>
Hongrie	1,3	1,6	-1,7	États-Unis	2,4	1,8	2,2
Irlande	-0,8	1,4	0,9	Japon	4,7	-0,6	1,9
Italie	1,7	0,4	-2,4	Norvège	0,5	1,2	3,1
Lettonie	-0,9	5,5	5,6	Suisse	3,0	1,9	1,0
Lituanie	1,5	5,9	3,7	Turquie <sup>1</sup>	9,0	8,8	2,2

1. Prévisions pour 2011 et 2012.

Source : Eurostat.